



COMITE DE DIRECTION

BUREAU EXECUTIF

Procès verbal N° 9

Réunion du : **jeudi 14 janvier 2021**

Présidence : **M. Patrick BEL ABBES**

Présents : **Mrs. Thierry BALLAND – David LUCHARD – Christophe VIDUSSI –
Jean-Claude CHARDONNET**

Excusé(es)

Assiste à la séance : Mme Sylvie POIGNET-TESTSU

MODALITÉS DE RECOURS

Dans le cadre de l'article 188 des Règlements Généraux de la F.F.F., les décisions des Districts, des Ligues ou de la Fédération peuvent être frappées d'appel dans le délai de dix jours à compter du lendemain du jour de la notification de la décision contestée (par exemple, une décision notifiée le 15 du mois ne peut être contestée que par l'envoi d'un appel, au plus tard, le 25 du mois). Si le dernier jour tombe un samedi, un dimanche ou un jour férié ou chômé, le délai est prorogé jusqu'au premier jour ouvrable suivant.

Le jour de la notification est, selon la méthode utilisée :

- soit le jour de la première présentation de la lettre recommandée ;
- soit le jour de la transmission de la décision par fax ou par courrier électronique (avec accusé de réception) ;
- soit le jour de la publication de la décision sur le journal officiel ou internet.

Si plusieurs de ces procédures sont utilisées, la première date est prise en compte.

Les règlements des compétitions peuvent prévoir des dispositions spécifiques concernant les délais d'appel.

Les décisions des Commissions (sauf en matière disciplinaire) sont donc susceptibles d'appel devant la Commission d'Appel du District siégeant en 2ème instance.

Le droit d'appel, fixé par le Comité de Direction chaque saison, sera porté au débit du compte du club réclamant et sera remboursé dans le cas où le club réclamant obtient gain de cause par la commission d'Appel. La partie succombante sera pénalisée d'une amende au moins égale au droit restitué.

L'appel est adressé à la commission d'appel par lettre recommandée, télécopie ou courrier électronique obligatoirement avec en-tête du club, ou par l'adresse e-mail officielle des clubs délivrée par la Ligue de la Méditerranée. A la demande de la commission compétente, l'appelant devra être en mesure de produire un accusé de réception de cet envoi.

Le non-respect de ces formalités entraîne l'irrecevabilité de l'appel.

La commission compétente transmet, par tous moyens, une copie de cet appel aux parties intéressées.

La Commission compétente saisie de l'appel statue sur sa recevabilité, puis sur la régularité de la procédure antérieure, puis sur le fond.

Les décisions prises en 2ème instance par la Commission d'Appel du District sont, elles-mêmes, susceptibles d'appel en 3ème et dernière instance devant la Commission Générale d'Appel de la Ligue de la Méditerranée selon la procédure décrite ci-dessus.

En application de l'article 3.4.1.1 du Règlement du Règlement Disciplinaire de la F.F.F, l'appel n'est pas suspensif sauf décision motivée de l'organe disciplinaire prise en même temps qu'il est statué sur le fond

Compte tenu du contexte actuel lié à la crise sanitaire, le bureau s'est réuni par voie de Visioconférence.

Ordre du jour :

Mise en chômage partiel des salariés

Le Bureau exécutif est réuni ce jour pour décider la mise au chômage partiel des salariés du District suite à l'interruption totale depuis le 30 octobre 2020, de toutes les activités et compétitions de football gérées par le District des Alpes de Football, à la suite des mesures prises par les autorités publiques face à la deuxième vague de la pandémie COVID-19 conduit certains de nos salariés à avoir une réduction significative d'activité.

Au regard de ces faits, le District a décidé de placer sous le régime de l'activité partielle avec réductions d'activités, les salariés et les apprentis dont le travail est directement impacté par l'arrêt des compétitions, des activités et manifestations sportives.

Le Président

Patrick BEL ABBES

La Secrétaire

Jean Claude CHARDONNET

